

Titre	Nom	Prénom	
Professeur de droit privé	<u>FABRIES-LECEA</u>	<u>Eugénie</u>	
		Homme	X Femme
Établissement/Département	UTC		
Position/Grade/Catégorie			
Doctorat	X Oui Non	Habilité à diriger une thèse de doctorat	X Oui Non
Adresse	2 rue du Doyen Gabriel Marty		
Code Postal	31000	Ville	Toulouse
Pays	FRANCE		
Téléphone 1	+33685983001	Téléphone 2	
Fax		Site Internet	
Courrier électronique	eugenie.fabries-lecea@ut-capitole.fr		

PARCOURS UNIVERSITAIRE

2021 HDR, décernée à l'unanimité, UTC
2013/... Maître de conférences en droit privé, UTC
2012/2013 Sous-admissible au concours d'agrégation de droit privé et sciences criminelles
2011/2013 Enseignant contractuel en droit privé, UTC
2011 Qualification aux fonctions de Maître de conférences en droit privé
2010 Thèse, mention « très honorable avec félicitations du jury », UTC, *Prix Bialkiewicz* pour le droit des entreprises en difficulté (2011) ; *Mention spéciale* remise à titre exceptionnel par le Conseil National des Administrateurs et Mandataires Judiciaires (2011).
2001 DEA droit des affaires, mention « Assez bien », UTC

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE/ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Activités d'enseignement en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

-Cours : Faillite internationale et européenne (M2 Juriste d'entreprise, M2 Droit et gestion, M2 ALED) ; Droit international privé (M1 notariat) ; Droit du commerce international (M2 sciences politiques) ; Droit du travail (3^e année Licence droit)
 -Séminaires : **2013/...** « Droit international et européen des affaires », Séances d'actualisation annuelle du CDA
2020/2022 « L'émergence d'un droit social des entreprises en difficulté en débat », DU Entreprises en difficulté, 5 et 6 février 2020, Université Montesquieu Bordeaux IV.
2019/... MOOC, « Les procédures d'insolvabilité européenne », vidéo-interview.
2017 « Faillites transnationales », formation des juges-commissaires, 9 octobre 2017, Tribunal de commerce de Paris.
2017 « Le Règlement 2015/848 sur les procédures d'insolvabilité », formation continue pour l'Ecole Nationale de la Magistrature, 12 mai 2017, Paris.

Responsabilités pédagogiques en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

2020/... Directrice DU Expertise Sociale en Administration et Liquidation des Entreprises en Difficulté
2021/... Co-directrice Master Droit social à la Formation ouverte à distance
2018/... Directrice Mobilité sortante Master Droit social
2017/... Directrice DU Master Européen en Sciences du Travail ; Co-directrice Master 2 Droit et Sciences du Travail Européen

Activités scientifiques en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

2021/... Membre du réseau INTINS
2014/... Membre du Comité français de droit international privé
2012/... Membre du réseau TEE
2013/... Membre de l'AJDE ; Membre du CREDIF ; Membre du CDA

Travaux collectifs en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

2021 Participation à la consultation publique du gouvernement français sur l'avant-projet de transposition de la directive européenne sur les cadres de restructuration préventive, réponse émise au nom TEE
2019 Participation à la consultation publique du gouvernement français sur la transposition de la directive européenne sur les cadres de restructuration préventive, réponse émise au nom de TEE et du CREDIF.
2016 Participation aux travaux de TEE sur le projet de directive européenne en matière d'insolvabilité.
2012 Participation à la consultation publique de la Commission européenne sur l'avenir de la législation européenne en matière d'insolvabilité, réponse émise au nom de TEE.
2008 Séminaire doctoral, session internationale, « Trajectoires de l'Europe : unis dans la diversité depuis 50 ans », actes publiés, coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2008.
2004 Participation à l'atelier de droit international privé, session internationale d'études doctorales et colloque international sur le thème « La réception du droit communautaire en droit privé des Etats membres », actes publiés, Bruylant, 2004.

Direction de thèses sur les études européennes

2022/... Honoré Gouvoyedo « La conciliation en droit des entreprises en difficulté. Etude comparée OHADA et UE »
2021/... Isaac Silue « Les patrimoines d'affectation et les procédures collectives. Etude comparée OHADA et UE »
2019/... Fatoumata Diariou Bah « L'internationalisation des procédures collectives à la lumière des ordres juridiques communautaires. Etude de droit comparé OHADA et UE »

PUBLICATIONS

Ouvrages

2022 *Droit international privé*, Larcier, 2^e édition.
2012 *Le Règlement « insolvabilité », Apport à la construction de l'ordre juridique de l'Union européenne*, Bruylant.

Ouvrages collectifs

2023 *Le droit international de l'insolvabilité de l'Union européenne et les pays tiers : quelle voie à suivre ?*, à paraître.
2007/... *Code des entreprises en difficulté*, 11^e éd., Litec 2023.
2015 *Règlement (UE) n° 2015/848 du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité, Commentaire article par article*, (ss dir. L. Sauton-Laguionie), Collection Trans Europe expert, Société de législation comparée.

Articles

2022 « Brexit ou la concurrence des modèles en droit de l'insolvabilité internationale », *Revue Europe* n°12.
« La directive « restructuration et insolvabilité » : une transposition entre harmonisation et particularismes nationaux », *Revue Europe* 2/2022, 3, p.5.
« Le renforcement des droits individuels et collectifs des salariés », co-écrit avec L. Fin-Langer, *BJE* 2/2022, n°BJE200m2, p.82.
2021 « Le nouveau rôle des parties prenantes : les salariés », in *Temps nouveaux pour l'entreprise en difficulté*, *JCP E* 2021, n°49, 1532.
« Dispositions Covid : quelles mesures pérenniser ?, Aspect de droit social », co-écrit avec L. Fin-Langer, *BJE* 1/2021, n°118j9, p. 72.
2020 « Mesures exceptionnelles Covid-19 et AGS », *BJE* 3/2020, n°117w6, p.85.
« Le Brexit et les procédures d'insolvabilité », *RLDA* 2020, supplément avril, p.17.

« Le recouvrement des créances salariales du travailleur transfrontalier en cas d'insolvabilité de l'employeur », LexBase, Hebdo édition sociale n°826, 4 juin 2020.

« L'impact de la directive Restructuration et insolvabilité sur les parties prenantes de l'entreprise en difficulté », co-écrit avec M. Laroche, C. Lisanti, Th. Mastrullo et D. Robine, JCP E 2020, 1077, p.27.

« Le défi de la coopération dans les procédures d'insolvabilité transnationales », in Mélanges C. Saint-Alary-Houin, Lextenso, 2020, p. 181.

2018 « Les défis pratiques à relever pour une mise en œuvre effective du Règlement insolvabilité », co-écrit avec G.C. Giorgini, BJE 2/2018, n°115q5, p. 162.

2017 « Les biens situés à l'étranger susceptibles de revendication », Rev. proc. coll. 6/2017, dossier 18, p.1.

« Le droit des entreprises en difficulté, droit inféodé au droit du travail », in *Le droit des entreprises en difficulté après 30 ans : droit dérogatoire, précurseur ou révélateur ?*, PU Toulouse 1 Capitole 2017, coll. « IFR », n° 30, p. 251.

2015 « La levée des freins à l'emploi », RJ Com. 6/2015, p. 46.

« Les cessions de biens dans un contexte international », Rev. proc. coll. 2/2015, dossier 34, p.1.

2014 « Quels nouveaux droits pour les salariés ? », Droit et Patrimoine 2014, n°238, p. 80.

2012 « De quelques causes d'inapplicabilité d'une règle de procédure collective », Rev. proc. coll. 3/2012, étude 19, p.1.

2011 « L'acquisition préférentielle, un atout dans la restructuration de l'entreprise en difficulté », Rev. proc. coll. 3/2011, étude 14, p.1.

2009 « Quelle codification pour le droit international privé européen des procédures d'insolvabilité ? », in *La matière civile et commerciale, socle d'un Code européen de droit international privé ?*, M. Fallon, P. Lagarde et S. Poillot-Peruzzetto (dir.), Dalloz, 2009.

Notes de jurisprudence

2022 Lutter contre le forum shopping en matière d'insolvabilité européenne... Encore et toujours ! », note ss CJUE, 24 mars 2022, aff. C-723/20, BJE 4/2022, n°BJE200q8.

2020 « Dans les pas de la jurisprudence Rastelli », note ss Cass. com., 7 oct. 2020, BJE 2/2021, n°118j6, p.60.

« En attendant le Brexit... », note ss Cass. com., 16 juill. 2020, BJE 5/2020, n°118e0, p.53.

« Le renouveau de l'office du juge en matière d'insolvabilité », note ss Cass. com., 11 mars 2020, BJE 4/2020, n°117y6, p.37.

« Nouveau refus du co-emploi en procédures collectives », note ss Cass. soc., 9 oct. 2019, RJ com 3/2020, p.267.

2019 « Dans les pas de la jurisprudence Rastelli », note ss Cass. com., 7 oct. 2020, BJE 2/2021, n°118j6, p.60.

« En attendant le Brexit... », note ss Cass. com., 16 juill. 2020, BJE 5/2020, n°118e0, p.53.

« Le renouveau de l'office du juge en matière d'insolvabilité », note ss Cass. com., 11 mars 2020, BJE 4/2020, n°117y6, p.37.

« Nouveau refus du co-emploi en procédures collectives », note ss Cass. soc., 9 oct. 2019, RJ com 3/2020, p.267.

2014 « La reprise d'entreprise en difficulté par un ancien dirigeant », note ss Cass. com., 23 sept. 2014, Gaz. Pal. 26 et 27 nov. 2014, n° 330 à 331, p.12.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Responsabilités au sein de l'établissement UTC

2022/... Assesseur Licence du Doyen M. Poumarède
2017/2022 Assesseur du Doyen Ph. Nélidoff
2015/2017 Assesseur du Doyen H. Kenfack
2019/2020 Membre de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire
2014/... Membre du Conseil de la Faculté de droit